

Louis Sabourin
**PERSPECTIVES DE DÉMOCRATISATION
EN AFRIQUE :
OBSTACLES ET POSSIBILITÉS**

4, 1994

*Groupe d'étude,
de recherche et de
formation internationales*



Groupe d'Étude, de Recherche et de
Formation Internationales (GERFI)

École Nationale d'Administration
publique (ENAP)
Université du Québec

Le professeur Louis Sabourin est directeur du Groupe d'Étude, de Recherche et de Formation Internationales à l'École nationale d'administration publique. Il était auparavant président du Centre de développement de l'OCDE à Paris, après avoir été directeur fondateur de l'Institut de coopération internationale et doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. Auteur de nombreux ouvrages dont le plus récent est *Organismes économiques internationaux* (1994) à la Documentation française à Paris, Louis Sabourin a été professeur invité à Paris-I-Sorbonne, Oxford, Notre Dame, Stanford et Northwestern. Il est fellow de la Société royale du Canada et membre de l'Académie pontificale des sciences sociales. Il est diplômé en science politique et en droit de l'Université d'Ottawa, en relations internationales de l'Institut d'Études politiques de Paris, en littérature contemporaine de la Sorbonne et docteur en relations internationales de l'Université Columbia.

"L'homme veut le bien qu'il ne fait pas. Et fait le mal qu'il ne veut pas."

Philippe de Tarse

Il peut sans doute sembler paradoxal et même téméraire de choisir de traiter de la démocratisation de l'Afrique, au moment même où presque tous les médias n'hésitent pas à titrer "la tragédie africaine", "l'Afrique martyre", "l'agonie de l'Afrique", la "dérive africaine", "le désastre économique de l'Afrique", "le spectre du sida". Les crises au Rwanda, en Somalie et en Angola ainsi que les tensions créées par les fondamentalistes en Algérie et en Egypte ont détourné l'attention des guerres civiles au Soudan, au Mozambique et au Libéria. De plus, les graves incidents au Zaïre, au Togo, au Burundi et au Nigéria, sans oublier les assauts répétés de certains Touaregs au Niger de même que les émeutes au Tchad soulèvent d'autres inquiétudes alors que le processus de démocratisation en

* Ce texte a été initialement préparé pour une conférence prononcée à Hull, à l'occasion de la Semaine canadienne du développement international, en 1993.

Afrique du Sud connaît presque chaque jour des rebondissements, avant la tenue des premières élections multiraciales prévues pour 1994 et qui devraient, en principe, porter Mandela au pouvoir.

Ce n'est pas sans raison toutefois que j'ai choisi de traiter du thème de la démocratisation en Afrique. D'aucuns qui ont suivi mon cheminement sur ce continent, que j'ai parcouru en tous les sens au cours des trente dernières années, opineront que mon affection profonde pour mes collègues africains m'inciterait à céder à un certain préjugé favorable; d'autres pourront croire que j'ai opté de me situer à contre-courant d'une opinion publique mal informée ou désabusée. Qu'on se rassure, mon amitié pour l'Afrique ne m'a jamais détourné d'un sens critique des réalités et surtout d'une indépendance d'esprit qui m'a toujours été chère car elle demeure le fondement de toute analyse sérieuse et équilibrée.

C'est précisément pour aller au-delà des *a priori* favorables ou défavorables, des approches étroites, idéologiques et sectaires et surtout des observations superficielles et faciles sur des phénomènes circonstanciels et épisodiques que j'ai cru utile d'analyser, à l'occasion de la Semaine canadienne du développement international, l'évolution du processus de démocratisation en Afrique, sujet qui exige des réflexions sereines sur l'évolution interne de ce continent et de ses rapports avec le reste du monde. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'une démocratisation abstraite mais bien de la mise en oeuvre du processus démocratique dans l'Afrique d'aujourd'hui.

Si la démocratisation est souhaitable partout, il faut reconnaître qu'elle connaît bien des embûches en Afrique. Malgré cela, les aspirations démocratiques ne pourront pas être mises au rancart. Alors, comment peut-on lucidement mettre en lumière les perspectives de démocratisation dans un continent comptant 53 États où, dans la majorité des cas, le pessimisme l'emporte

maintenant sur l'optimisme? Il faut d'abord se rappeler l'adage voulant que: "le pessimiste se plaint du vent; l'optimiste espère qu'il va changer; le réaliste ajuste ses voiles".

Je m'efforcerai donc d'ajuster les voiles, en examinant, dans un premier temps, les obstacles qui menacent le processus de démocratisation et en indiquant, dans un second temps, les forces et les acteurs qui jouent un rôle positif dans la recherche de démarches démocratiques en Afrique. En un mot, à ce chapitre africain, comme à d'autres, si le pire n'est pas exclu, le meilleur n'est pas à exclure non plus.

I. *OBSTACLES*

Il faut reconnaître d'emblée que le défi démocratique n'est pas facile à relever en Afrique. En effet, les raisons de déprime et de désespoir sont si évidentes que plusieurs Africains eux-mêmes

n'hésitent plus, depuis une décennie, à publier des études qui sont autant de cris d'alarme que des appels à une reprise en main par les Africains eux-mêmes d'un développement qui doit passer d'abord par la paix, la sécurité et ensuite par une recherche de démocratisation ainsi que par de nombreux autres voies et moyens.

J'en veux pour preuve le volume intitulé *L'Afrique malade du management*, de l'Ivoirien Henry Bourguin (1984, Jean Picollec) ainsi que *L'Afrique malade d'elle-même*, du Malien Tidiane Diakité (1986, Karthala) et surtout l'essai remarquable *Et si l'Afrique refusait le développement*, de la Camerounaise Axelle Kabou (1992, L'Harmattan). Cet ouvrage a fait grand bruit depuis sa publication. Avec lucidité, Axelle Kabou montre bien l'impact de la traite négrière, de la colonisation, de l'*apartheid*, de la détérioration des termes de l'échange, de la dette, du pillage des matières premières par certaines multinationales et entités diverses.

Mais la force de son ouvrage réside dans sa compréhension et surtout dans son analyse d'une Afrique à deux visages: celui *officiel* des États et des institutions officielles, des structures régionales et locales, des lois et des décrets. L'autre *non formelle*, c'est-à-dire l'Afrique coutumière, celle des chefs traditionnels, des codes secrets, des liturgies ancestrales, bref l'Afrique du non écrit et du non dit qui valorise le gri-gri, la magouille et dévalorise la femme, la saine gestion et tout effort de démocratisation qui remet en cause une certaine forme d'autorité traditionnelle. Mais ce n'est pas seulement l'Afrique coutumière qu'elle dénonce mais aussi l'appareil moderne de l'État avec ses armadas de fonctionnaires et surtout les régimes politiques qui briment les intellectuels et cassent souvent tous ceux qui recherchent une plus grande démocratisation.

Avec perspicacité, Axelle Kabou dénonce tous les *Vendredis* qui se complaisent dans leur humiliation, leur incapacité et leur haine amoureuse du *Robinson blanc*, leur mentalité du refus du

développement, leur méfiance de la technologie et leur habitude de la main tendue. Selon elle, l'Afrique commettrait trois fautes: d'abord l'invocation de l'éternel complot extérieur, du néo-colonialisme, des multinationales, des diktats d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque Mondiale, de la conjoncture et des marchés des matières premières, bref cette tendance à laisser entendre que l'Afrique n'est pas responsable de ses maux.

En second lieu, trop d'Africains favoriseraient, selon elle, le complexe de la victime ayant un droit de réparation de l'ancien colonisateur de qui doit nécessairement venir l'aide indispensable au développement sous le couvert de l'euphémisme de *la coopération*. Il faut comptabiliser la dette morale de l'Occident en remise de dette financière.

Troisièmement, Axelle Kabou accuse plusieurs Africains de fabriquer un primitivisme idéalisé, une image du bon Noir, pré- ou

post-colonial qui ne serait pas comme les autres humains, qui ne saurait aimer la technique, comprendre la gestion et maîtriser le développement urbain car sa mentalité est fondamentalement rurale.

Selon madame Kabou, il est urgent de combattre ce fatalisme, d'en finir avec la diabolisation de la technique et avec la soi-disant bonté et solidarité de l'Africain. "L'Afrique du XXI^e siècle sera rationnelle ou ne sera pas" conclut-elle avec beaucoup de conviction. Si un Occidental avait porté un tel diagnostic et proposé une telle thérapeutique, on l'aurait vite accusé de tomber dans le paternalisme et le néo-colonialisme.

Faut-il pour autant croire, avec d'autres que madame Kabou, que si l'Afrique s'est enlisée et effondrée d'une façon aussi lamentable, il est impossible ou illusoire de parler alors de démocratisation? Pour certains observateurs, l'Afrique ne meurt pas, elle se suiciderait

elle-même et ne pourrait pas, par conséquent, mettre en place des mécanismes qui fonctionneraient de façon réellement démocratique.

Tant d'éléments y concourraient : des guerres civiles, des conflits, des réfugiés en nombre croissant, une démographie galopante, des États dépassés, des administrations écrasées, des universités débordées, un endettement incontrôlé, un développement économique stoppé, des dictatures musclées, des banques et sociétés publiques en faillite, une misère et une violence grandissantes, des épidémies nombreuses à commencer par le sida, la malnutrition, la famine, les excisions, la désertification, la sécheresse, la militarisation, l'urbanisation sauvage, l'analphabétisme, le dépérissement culturel et tant d'autres plaies.

Depuis 1980, l'Afrique aurait perdu annuellement 1% de son produit intérieur brut. Le continent serait de plus en plus marginalisé dans les échanges économiques internationaux. Et que

dire des palabres, des incidences tribales, des despotes locaux, du népotisme, de la corruption, de l'intégrisme religieux, du racisme sous de nouvelles formes, des échecs de nombreuses institutions interétatiques, notamment celui de l'Organisation de l'Unité Africaine?

Selon cette manière de voir très peu nuancée, l'Afrique serait sur une pente qui mène inévitablement à l'appauvrissement, à l'anarchie, au gouffre car pour atteindre le développement, il faut d'abord changer les mentalités et cela ne semble pas possible avec des masses analphabètes qui croissent sans cesse; dans la majorité des pays, on n'aurait plus les budgets pour construire de nouvelles écoles. On aurait atteint le cercle vicieux de la misère et du sous-développement lorsque, dans les pays les plus sous-médicalisés du monde, on ne trouverait plus de débouchés, faute de crédits, pour les jeunes finissants en médecine qui s'ajoutent à une longue liste de chômeurs bardés de diplômes universitaires et ce, au moment même

où l'on continue de faire venir des experts de l'étranger dans ces mêmes disciplines.

Cependant, tout observateur le moins objectif doit reconnaître que l'Afrique a fait beaucoup de progrès au lendemain des indépendances, non seulement au Maghreb mais aussi dans plusieurs autres pays au Sud du Sahara, notamment à Maurice, au Botswana, au Swaziland ainsi que dans d'autres États qui, depuis le Gabon jusqu'au Sénégal et la Côte d'Ivoire, en passant par le Kenya, la Zambie, le Zimbabwe et bien d'autres États qui ont amorcé des virages économiques et politiques prometteurs, au cours des années 60 et 70. Les chocs pétroliers, la crise économique mondiale et plusieurs autres motifs internes et externes allaient freiner les progrès et creuser les écarts entre les pays africains eux-mêmes et globalement avec le reste du monde.

Les analyses de la démocratisation en Afrique courent bien d'autres risques. Pourquoi? Parce que trop de gens ont tendance à juger ce continent soit à partir d'une *vision maximaliste*, soit en fonction d'une *vision minimaliste*. Ces deux approches ne sont pas réalistes du tout.

Dans le premier cas, on cherche à coller des traits collectifs à tous les 53 pays africains sans faire aucune nuance. L'Afrique serait une et uniforme partout; c'est naturellement inexact. Depuis 1956, lorsque j'ai commencé à côtoyer, à l'Institut d'études politiques de Paris, des collègues du Maroc, de la Tunisie, de la Haute Volta, du Cameroun, de Madagascar et de Maurice, je me suis éveillé aux réalités fort hétérogènes du continent africain. J'ai pu le vérifier en rendant visite à ces collègues dans leur propre pays et dans la plupart des autres États africains, au cours des années suivantes, dans le cadre de mes responsabilités académiques et professionnelles. Je me suis alors rendu compte combien les Africains eux-

mêmes avaient une connaissance *sous-régionale* de leur vaste continent. J'ai aussi constaté, en enseignant en Afrique, en Europe, aux États-Unis et ailleurs dans le monde comment le poids du colonialisme avait forgé les perceptions de l'Afrique et établi ainsi de nombreux clichés.

En France, lorsqu'on parle de l'Afrique, on pense spontanément à l'Afrique francophone; au Royaume-Uni, on se réfère généralement aux territoires de l'ancien empire britannique à commencer par le Nigéria, le Ghana, le Kenya et la Tanzanie et naturellement l'Afrique du Sud. En Belgique, on songe surtout au Zaïre, au Rwanda et au Burundi; au Portugal, à la Guinée Bissau, à l'Angola et au Mozambique. Aux États-Unis, jusqu'à tout récemment, on réfléchissait spontanément aux pays et aux régions où la lutte Est-Ouest était manifeste; aujourd'hui, on pense aux pays où la télévision veut bien suivre les G.I. américains. C'est donc à un pays ou à une région particulière qu'on pense lorsqu'on porte un

jugement sur l'Afrique. Cette façon de généraliser est non seulement inéquitable mais bien souvent dangereuse car elle conforte des idées reçues. Le défi de bien connaître et surtout de comprendre l'Afrique est une tâche qui exige beaucoup d'énergie, de temps, de générosité et surtout de lucidité.

D'ailleurs, les intérêts particuliers des hommes politiques, des fonctionnaires, des gens d'affaires, des organismes non-gouvernementaux, des groupes religieux, des journalistes, des chercheurs et de nombreux universitaires ajoutent à une certaine confusion dans les perceptions et les analyses de l'Afrique car trop souvent chacun envisage ce continent uniquement sous l'angle de l'aide au développement et des intérêts spécifiques de chacun des observateurs plutôt que sous celui du développement intégré et de la démocratisation.

Ainsi, l'approche *minimaliste* pousse de nombreux observateurs, même bien intentionnés, à vivre en vase clos et à ne pas comprendre l'ensemble des réalités nationales et internationales qui définissent ou affectent la situation réelle de plusieurs pays africains. Certains experts dans un domaine très précis voient l'Afrique à travers des prismes déformants qui exagèrent soit les bons côtés, soit les mauvais côtés de l'Afrique, les chances ou les écueils de la démocratisation. Des rencontres fortuites d'un jour ou d'une heure vont parfois marquer pour longtemps des jugements sur la vie politique, sociale, économique de tout un pays et souvent du continent tout entier.

Or, les réalités africaines sont multiples et complexes à souhait. Comment peut-on sérieusement parler de similitudes généralisées entre la Libye et le Burundi, entre la Mauritanie et la Sierra Leone? Pourquoi voudrait-on que le Lesotho soit semblable au Cap Vert, que le Swaziland ressemble nécessairement à la Guinée équatoriale?

Que Djibouti ait tous les traits de la Gambie? Que les Comores et les Seychelles soient les sosies de Sao Tomé et Príncipe?

De telles façons de voir et de penser sont malheureusement très répandues et poussent plusieurs à se cambrer dans des attitudes rigides et à refuser d'examiner d'autres pays où la situation est différente et où, par exemple, les expériences de vie démocratique sont plus positives.

II. *POSSIBILITÉS*

C'est précisément dans le but de dépasser une analyse aussi superficielle, événementielle et circonstancielle du processus de démocratisation en Afrique, que je voudrais maintenant, dans un deuxième temps, mettre en lumière des phénomènes qui militent en faveur d'une plus grande démocratisation.

Auparavant, je voudrais détruire deux mythes : le premier à l'effet que l'Afrique ne puisse accéder à la démocratie car toute son Histoire l'ignore. En second lieu, que le développement n'exige pas - comme on l'a vu dans plusieurs États asiatiques en voie d'industrialisation rapide - la mise en oeuvre d'une démocratie de type occidental. L'analyse des professeurs Tim Allen et Alan Thomas, dans le récent volume *Poverty and Development in the 90's* (1992, Oxford University Press) mérite une lecture sérieuse à cette fin car ils montrent bien que la croissance économique est possible sans une pratique démocratique suivie.

Cependant, le pays africain qui a connu récemment le meilleur taux de croissance économique en Afrique, l'île Maurice, a des structures démocratiques. Naturellement, il faut savoir de quelle démocratie il s'agit vraiment. Pour ma part, la démocratie ne relève pas simplement du domaine formel et politique. La démocratie est aussi fondée sur le respect des valeurs et des cultures ainsi que sur

un état d'esprit qui s'exprime dans tous les milieux. Elle n'implique pas nécessairement un mimétisme au chapitre des mécanismes démocratiques, mais exige un respect des libertés fondamentales et un progrès par rapport à des pratiques ancestrales dépassées et dévalorisantes, notamment pour les femmes et certaines minorités. Il en va de même des conceptions que l'on entretient au sujet de l'Histoire africaine.

* * * * *

En effet, l'Histoire de l'Afrique ne débute pas du jour où Bartolomeu Dias doubla le Cap de Bonne Espérance, en 1497 ou lorsque Vasco de Gamma longea la Côte africaine en 1497 et 1498. Elle ne commence pas non plus aux XVIe et XVIIe siècles lorsque les Européens, notamment les Portugais, les Anglais, les Hollandais et les Français ont établi des comptoirs qui servirent non seulement au commerce des matières premières mais aussi à la traite des

esclaves. Elle ne commence pas non plus au XIXe avec la conquête, la colonisation et surtout avec la division du continent par les puissances européennes lors de la Conférence de Berlin en 1885 et encore moins à la suite de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale qui engendrèrent les mouvements d'émancipation et permirent ensuite à ces anciens territoires colonisés d'accéder à l'indépendance, ce que l'Éthiopie avait connu depuis fort longtemps, que le Liberia avait obtenu en 1847 grâce à la Société américaine de colonisation qui y ramena des esclaves noirs libérés. De son côté, l'Afrique du Sud gagna son autonomie dans l'Empire, en 1910, quelques années après la guerre des Boers.

On oublie trop souvent que l'Histoire de l'Afrique est aussi liée à celle de la civilisation égyptienne, à la civilisation gréco-romaine, à celle de Byzance, des royaumes chrétiens de Nubie et d'Éthiopie. On oublie aussi parfois la place et le rôle des anciens royaumes du Ghana dont l'apogée se situe au XIe siècle, du Mali au XIIe siècle,

du Songhaï au XVI^e siècle, du Bornou au XVI^e siècle. Plus au sud, les Bantous ont développé une civilisation originale appuyée sur des États bien organisés dont les plus notables sont le Royaume du Congo au XVI^e siècle et celui des Monopapata, au centre est, au XV^e siècle.

Faut-il aussi rappeler que c'est en Afrique de l'Est, il y a environ 3 500 000 ans, qu'est apparu *l'Homo Erectus* puis *l'Homo Sapiens*. L'Afrique a une Histoire, une très longue Histoire mais celle-ci est encore très mal connue et surtout mal perçue hors des milieux spécialisés.

Plusieurs ont écrit que l'Afrique s'était endormie au XVI^e siècle. Encore si c'était vrai, il faudrait ajouter qu'on l'a réveillée pour lui faire découvrir des formes plus modernes d'anesthésie dont les effets l'ont laissée très dépendante des médicaments qu'on lui avait servis pendant une longue et pénible série d'interventions

chirurgicales qui, éventuellement, l'ont placée sur la route de la modernisation et de la démocratisation, impliquant des ruptures radicales avec son passé.

Le processus de démocratisation fut d'abord le fait de différents mouvements qui apparurent au lendemain de la Première Grande Guerre et qui furent fortifiés après 1945; les deux guerres mondiales amenèrent de nombreux volontaires et conscrits africains à découvrir l'Europe et la vie démocratique. De plus, l'action de la Société des Nations, notamment le régime des mandats, les progrès en matière d'éducation, de transport et de communication, le rôle des Églises, la montée de nouvelles élites africaines ont été d'autres facteurs qui ont favorisé la démocratisation. De jeunes intellectuels, syndicalistes, hommes politiques et religieux voulurent mettre en oeuvre des idéaux démocratiques qui avaient été prônés par Roosevelt et Churchill dans la Charte de l'Atlantique, en 1941 et

surtout consacrés dans la Charte des Nations Unies et reconnus dans le concept du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la Charte de Bandoeng sur l'anti-colonialisme de 1955, le mouvement pan-africaniste, le nasserisme, la montée du nationalismes dans presque tous les territoires africains jouèrent un rôle décisif dans l'instauration d'un esprit démocratique. Il en fut de même de l'appui de personnalités, d'organismes et d'États étrangers, d'institutions internationales. Ceci mena à l'accession à l'indépendance et à la mise en place de structures démocratiques, d'abord en Tunisie et au Maroc en 1956, puis dans la Gold Coast, devenue le Ghana en 1957 et en Guinée en 1958. Le mouvement était lancé: la majorité des autres territoires de mouvance française, britannique, italienne et belge devinrent indépendants au cours des années suivantes. Les anciennes colonies portugaises suivirent au cours des années 70.

Le processus démocratique initialement établi devait connaître très rapidement de sérieux problèmes dans la plupart des pays africains. Avec la montée des rivalités tribales, politiques, économiques et idéologiques, avec la croissance de ses rivalités Est-Ouest et des transferts de ressources et d'armements, ces jeunes démocraties se mirent à vaciller. Depuis la Guinée jusqu'à Madagascar en passant par le Dahomey, l'Éthiopie et le Congo, le totalitarisme marxiste s'installa pendant que l'autoritarisme pro-occidental était bien en selle en Ouganda, au Zaïre, en République Centre Africaine et alors que la Tanzanie cherchait une voie mitoyenne sans plus de succès. Les coups d'État remplacèrent les élections. Pendant plus de 25 ans, des problèmes de toutes sortes s'accumulèrent dans une majorité de pays et la voie démocratique connut bien des déboires. Cependant, le tableau de la démocratisation était et est toujours loin d'être uniforme: si, dans certains États, la démocratie devint inexistante ou en panne, elle fut en chantier ou effective dans d'autres.

Au cours des années 80, le retrait volontaire du Président Senghor au Sénégal et du Président Ahidjo au Cameroun, la chute du mur de Berlin, la montée des démocraties en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, la libération de Nelson Mandela, la montée de De Klerck et la répudiation de l'*apartheid* en Afrique du Sud allaient devenir des éléments exemplaires et des stimulants pour plusieurs pays africains. Des groupes et des mouvements, aussi bien de l'intérieur que de l'étranger, réclamèrent un affermissement des institutions démocratiques -- je songe à la Côte d'Ivoire -- et lancèrent le concept des conférences constitutionnelles -- amorcées d'abord au Bénin -- dans le but de susciter des transitions vers des régimes plus démocratiques.

À côté de l'impact des progrès en matière d'éducation et des appuis internationaux importants, la montée des nouvelles technologies a réduit le contrôle absolu des régimes autoritaires, souvent maintenus au pouvoir avec l'assistance d'entités étrangères. Ainsi la radio et la

télévision par satellite, la vidéo, le téléphone et le fac-similé ont favorisé la multiplication de liens entre des groupes opposés aux gouvernements en place. Ces derniers ont pu unir leurs forces à celles de nombreuses populations lassées par des années de soumission inconditionnelle et de graves souffrances ainsi qu'avec des jeunes dont l'avenir s'annonce difficile et sans débouchés, même pour des diplômés d'université.

Presque partout, les régimes dictatoriaux et les gouvernements à parti unique avaient été incapables de réduire les taux de pauvreté, notamment dans les pays producteurs de matières premières dont les prix stagnaient ou diminuaient à l'échelon mondial. La vie devenait très difficile pour des populations en croissance exponentielle qui n'avaient plus rien à perdre car elles étaient déjà au fond du baril.

* * * * *

Les chiffres ont de quoi inquiéter. L'Afrique a mis près de 2000 ans à atteindre 500 millions d'habitants, en 1980. La population a presque triplé au cours des 40 années précédentes. Elle devrait dépasser le milliard en l'an 2000 et les deux milliards vers 2030. Selon ces prévisions, le Kenya passerait de 22 millions en 1987 à 37 millions en l'an 2000, à 85 millions en 2025 et à plus de 200 millions en 2050. Le Nigéria pourrait atteindre 300 millions en 2025, l'Éthiopie et le Zaïre auraient plus de 100 millions d'habitants. Des métropoles comme Lagos ou Abidjan ont vu, en trente ans, leur population multipliée par six. Lors de mon premier séjour à Bamako, au début des années 60, il y avait 80 000 habitants. Lors de ma plus récente visite, il y en avait 1 200 000 dont plus de 90% n'ont ni eau courante ni service sanitaire. La petite cité paisible d'hier est devenue un vaste bidonville qui s'étend sur 34 kilomètres. Cette congestion monstrueuse que l'on retrouve maintenant en maints endroits en Afrique engendre la détresse et la violence. La sécurité est devenue un problème quotidien de même que le vandalisme.

En Amérique latine et en Asie, l'amélioration des services de santé et de l'éducation s'est accompagnée d'un ralentissement de l'accroissement démographique. En Afrique, c'est l'inverse qui s'est produit. Selon Roland-Pierre Paringaud ("Afrique: le poids de la population", *Le Monde*, 27 mars 1990), le taux d'accroissement démographique était de l'ordre de 2,5% en Asie, de 2,6% en Afrique et de 3% en Amérique latine, en 1960. Il est aujourd'hui de 2,1% en Asie, de 2,5% en Amérique latine et de 3% en Afrique. Si ce rythme se maintient, la population africaine doublera tous les 27 ans. Du jamais vu dans l'Histoire de l'humanité!

La réalité serait moins dramatique si l'Afrique avait les moyens de nourrir ses enfants et de les faire travailler. Cela paraît exclu selon tous les derniers rapports de la FAO. La production alimentaire de l'Afrique, en 1992, était de 20% inférieure à celle de 1970 alors que la population était la moitié de ce qu'elle est aujourd'hui. Une stratégie réaliste n'est donc plus de viser à solutionner entièrement

les problèmes mais d'en atténuer les effets négatifs en mettant en place des politiques et des programmes dont les objectifs ne seront plus de protéger uniquement les intérêts des élites mais bien de songer à ceux de l'ensemble des populations.

* * * * *

Au cours des dernières années, des partis politiques, des étudiants, des Églises, des syndicalistes, des ligues pour la promotion des droits et des libertés ont joué un rôle de premier plan dans la promotion d'un affermissement ou d'un retour à la démocratie dans plusieurs pays. Leur rôle a été fondamental, surtout celui des Églises dont certaines, par la voix de leurs conférences épiscopales, n'ont pas hésité à condamner les abus contre les droits de la personne et de prendre le leadership des transitions démocratiques. Dans d'autres pays, des militaires bien intentionnés –au Mali – de

même que des technocrates nationaux ou internationaux ont joué un rôle majeur dans le retour à la vie démocratique de leur pays.

Ces groupes et personnalités de même que des représentants d'entités diverses sont porteurs d'avenir en matière de processus démocratiques. Le goût de la liberté et de la démocratie est le fait de la majorité des êtres humains. Comme le reste de l'humanité, l'Afrique a soif de liberté d'opinion, de mouvement, d'association, d'opposition, de religion, de presse. Si des progrès sensibles ont été accomplis dans de nombreux pays à ces chapitres, les obstacles demeurent encore trop nombreux pour que le processus de démocratisation puisse évoluer dans des circonstances favorables dans d'autres États.

Ainsi, si les élections récentes au Kenya, au Nigéria, en République Centre Africaine, au Cameroun et surtout en Angola, ont laissé perplexes de nombreux observateurs internationaux, celles au Bénin,

au Congo, au Mali, à Madagascar ont engendré des mouvements favorables à une plus grande démocratisation. De plus, la transition démocratique en Namibie a été une réussite. Enfin, si la campagne électorale au Sénégal a connu des ratés, compte tenu surtout des troubles en Casamance, on peut raisonnablement espérer que la pratique démocratique sénégalaise survivra et qu'il en sera de même au Niger et dans d'autres pays après les élections législatives et présidentielles.

CONCLUSION

D'une manière générale, les désarticulations entre une croissance démographique exponentielle (3%) et une croissance économique très faible (0,7%), les ambitions déréglées de pouvoir, les coutumes traditionnelles, certains types d'interventions extérieures, les défaillances en matière de gestion et d'organisation, la misère grandissante, la montée des intégristes et surtout le recours à la

force pour faire taire les forces d'opposition politique demeurent des obstacles tenaces à la progression du processus démocratique dans de nombreux pays. Tous les pays au Sud du Sahara, qui comptent maintenant 550 millions d'habitants -- à l'exclusion de l'Afrique du Sud -- ont un produit intérieur brut de 150 milliards de dollars, correspondant à celui de la Belgique qui n'a que 10 millions d'habitants. Le PNB du Canada dépasse les 600 milliards cette année. Seulement 37% de la population africaine a accès à de l'eau potable. On compte un médecin pour 24 500 habitants alors qu'il y en a un pour moins de 1000 au Québec. Quiconque ignore ces faits ou les dissimule, ne sert pas la cause du développement de l'Afrique.

À l'aube du XXI^e siècle, l'Afrique entre, comme le reste du monde, dans une grande période de mutations et de restructurations. À moins de connaître des changements d'orientation, l'Afrique risque de pénétrer à reculons dans l'ère du quaternaire économique, celle

de la financiarisation et du tertiaire avancé, même si elle en subira les effets.

Depuis une trentaine d'années, on a mis l'accent sur le développement. Les résultats à ce chapitre sont clairement insatisfaisants. Pendant cette période, on a assisté à des mutations sociales et politiques importantes. Les aspirations démocratiques des Africains sont évidentes tout comme les désillusions de ceux qui sont poussés à quitter leur pays car ils n'y entrevoient plus d'avenir pour eux et surtout pour leurs enfants.

Devant leur incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux, plusieurs régimes ont donc ouvert le jeu politique en favorisant des discussions politiques plus ouvertes en libéralisant les médias, en acceptant la formation de partis d'opposition et, dans certains cas, en organisant eux-mêmes des élections libres.

Ce sont là des pas en avant incontestables qu'il faut applaudir et appuyer en n'oubliant pas de dénoncer les régimes dictatoriaux. Le temps n'est plus loin où on assistera à un rôle accru de l'ONU dans une pratique que certains ont caractérisé de *droit d'ingérence humanitaire*. Or, les Africains eux-mêmes et nous tous qui souhaitons son développement, devrions réfléchir à la pertinence du propos de Philippe de Tarse à l'effet que: "L'homme veut le bien qu'il ne fait pas et fait le mal qu'il ne veut pas."

Il est possible que plusieurs expériences de démocratisation vacillent en Afrique, tout comme ailleurs dans le monde, si elle ne sont pas suivies de *mesures d'accompagnement économiques et sociales*. En effet, si les nouveaux régimes démocratiques, même dans un contexte d'État de droit, ne se comportent pas mieux que leur précédésseurs au chapitre de la corruption et de la censure ou sont incapable de faire mieux, notamment de radier la faim, l'insécurité et d'améliorer le niveau de vie de populations toujours

plus nombreuses, alors certaines de ces dernières risquent de s'ennuyer des régimes plus autoritaires passés avec tout ce que cela comporte. Il faut espérer que de telles situations soient limitées.

L'Afrique ne cessera pas de changer, comme c'était d'ailleurs le cas dès le premier siècle de notre ère, lorsque Pline l'Ancien a pu écrire: "Ex Africa semper aliquid novi", de l'Afrique vient toujours quelque chose de nouveau.

Repères bibliographiques

Alibert, J. (dir.). «Trente années d'Afrique», *Afrique contemporaine*, Paris, La Documentation française, 1993.

Ayittey, G. *Africa Betrayed*, New York, St-Martin's Press, 1992.

Bach, D. et Kirk-Greene, A. (éd.) *États et sociétés en Afrique francophone*, Paris, Économica, 1993.

Bayart, J.F. *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

Bessis, S. *Mutations africaines*, Paris, La Documentation française, 1990.

Bourges, H. et C. Wauthier. *Cinquante Afriques*, Paris, Seuil, 1979.

Bourgoin, H. *L'Afrique malade du management*, Paris, Éditions Jean Picollec, 1984.

Conac, G. (dir.). *L'Afrique en transition, vers le pluralisme politique*, Paris, Économica, 1993.

Coquery-Vidrovitch, C. *Afrique Noire: permanences et ruptures*, deuxième édition, Paris, l'Harmattan, 1992.

Cornevin, R. et M. *L'Afrique noire de 1919 à nous jours*, Paris, P.U.F., 1973.

Coulon, C. et D.-C. Martin. *Les Afriques politiques*, Paris, Édition la découverte, 1991.

- Diakité, T. *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris, Karthala, 1986.
- Dumont, R. et C. Paquet. *Démocratie pour l'Afrique: la longue marche de l'Afrique Noire vers la liberté*, Paris, Seuil, 1991.
- Durufilé, G. *L'ajustement structurel en Afrique: Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar*, Paris, Karthala, 1988.
- Giri, J. *L'Afrique en panne*, Paris, Karthala, 1986.
- Guie, H.K. «Organizing Africa's Democrats», *Journal of Democracy*, v. 4, no 2, 1993, pp. 119-129.
- Hazoumé, A. et E. Hazoumé. *Afrique, un avenir en sursis*, Paris, l'Harmattan, 1988.
- Hugon, P. *L'Économie de l'Afrique*, La Découverte, Paris, 1993.
- Institut français des relations internationales. «Vers la démocratisation en Afrique sub-saharienne?» *Ramsès 93*, Paris, Dunod, 1992, pp. 157-162.
- Jouve, E. *L'Organisation de l'Unité Africaine*, Paris, P.U.F., 1984.
- Kabou, A. *Et si l'Afrique refusait le développement*, Paris, l'Harmattan, 1992.
- Kodjo, E. *Et demain l'Afrique*, Paris, Stock, 1985.
- Lone, S. «Vers la démocratisation en Afrique», *Futuribles*, no 147, octobre 1990, pp. 25-31.
- Lugan, B. *Afrique: l'histoire à l'endroit*, Paris, Perrin, 1989.

Mbembe, A. «Traditions de l'autoritarisme et problèmes de gouvernement en Afrique sub-saharienne», *Africa Development*, no 1, 1992.

M'Bokolo, E. *L'Afrique au XXe siècle*, Paris, Seuil, 1985.

Médard, J.-F. *États d'Afrique*, Paris, Karthala, 1992.

Octave. *Demain l'Afrique*, Paris, P.U.F., 1981.

Oyugi, W.O. *Democratic Theory and Practice in Africa*, Portsmouth, N.H., Heinemann, 1988.

Pradervand, P. *Une Afrique en marche*, Paris, Plon, 1989.

Ramonet, I. «Combats pour une renaissance», *Le Monde Diplomatique*, mai 1989, p. 13.

Schmitz, G.J. *Le défi du développement démocratique: comment entretenir la démocratisation dans les sociétés en développement*, Ottawa, Institut Nord-Sud, 1992.

Terray, E. *L'État contemporain en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1987.

Timberlake, L. *L'Afrique en crise*, Paris, l'Harmattan, 1985.

Fondée en 1969, l'École nationale d'administration publique est un établissement d'enseignement supérieur voué à la formation et au perfectionnement des gestionnaires publics, ainsi qu'à la recherche en administration publique. Membre du réseau de l'Université du Québec, l'ENAP dispense, sur l'ensemble du territoire québécois, un enseignement de 2^e cycle universitaire auprès d'une clientèle d'adultes oeuvrant dans l'administration publique ou souhaitant y faire carrière.

Le GERFI s'occupe des activités de formation, de recherche et d'animation dans le domaine international. Par ailleurs, l'Association des diplômés et des étudiants en administration internationale (ADEAI) regroupe les diplômés et les étudiants des différents programmes d'études internationales de l'ENAP.